



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Régénération d'écluses au gabarit Freycinet - Secteur
de la Direction territoriale de Strasbourg**

N° du CCAP : AC-Portes-PG-DTS

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maitrise d'Ouvrage
4 quai de Paris
CS-30367
67010 STRASBOURG CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.4.1 Conditions de transmission des bons de commande	5
1.4.2 Mentions figurant sur les bons de commande	5
1.4.3 Bon de commande rectificatif	5
1.4.4 Annulation du bon de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Contrôle technique	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
3.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	6
3.4.1. Intervenants étrangers	6
3.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales	7
4 - Durée et délais d'exécution	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Délais d'exécution	8
5 - Prix	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
5.2 - Modalités de variation des prix	8
6 - Garanties Financières	9
7 - Avance	9
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
7.2 - Garanties financières de l'avance	10
8 - Modalités de règlement des comptes	10
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement	10
8.3 - Délai global de paiement	11
8.4 - Paiement des cotraitants	11
8.5 - Paiement des sous-traitants	11
9 - Conditions d'exécution des prestations	12
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	12
9.2 - Réalisation de travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages	13
9.2.1 - Déclaration d'intention de commencer les travaux	13
9.2.2 - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)	13
9.2.3 - Réalisation des travaux à proximité de réseaux	13
9.2.4 - Piquetage général	13
9.2.5 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	13
9.3 - Préparation et coordination des travaux	14
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
9.3.3 - Registre de chantier	15

9.4 - Etudes d'exécution	15
9.5 - Installation et organisation du chantier	16
9.5.1 - Installation de chantier	16
9.5.2 - Signalisation de chantier	16
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	16
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
9.6.3 - Documents à fournir après exécution	16
10 - Développement durable.....	17
10.1 - Clauses à caractères sociales	17
10.1.1 Périmètre de l'action à réaliser	17
10.1.2 Publics éligibles	17
10.1.3 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion	18
10.1.4 Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale	18
10.1.5 Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion	19
10.1.6 Difficultés d'exécution	19
10.1.7 Clause d'action sociale sur le lot n°2	19
10.2 - Clauses environnementales	19
11 - Contrôle et réception.....	20
11.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et épreuves	20
11.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	20
11.3 - Dispositions applicables à la réception	20
11.4 - Essais concluants	20
12 - Garantie des prestations.....	21
12.1 - Garantie de parfait achèvement	21
12.2 - Garantie particulière d'étanchéité.....	21
12.3 - Garantie particulière du système de protection contre la corrosion	21
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
14 - Pénalités	22
14.1 - Pénalités de retard	22
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	22
14.3 - Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification	22
14.4 - Autres pénalités spécifiques.....	22
15 - Assurances	23
16 - Résiliation du contrat.....	23
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	23
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
17 - Règlement des litiges et langues	24
19 - Dérogations	24

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Régénération d'écluses au gabarit Freycinet - Secteur de la Direction territoriale de Strasbourg

Ces prestations de régénération d'écluses consistent notamment à l'étude, la construction et le remplacement des vantaux des portes d'écluses au gabarit « Freycinet », mais également aux travaux de génie civil pour la restauration des maçonneries des ouvrages, la mise en conformité des échelles si nécessaire et le remplacement des circuits hydrauliques le cas échéant.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les travaux seront à exécuter sur les écluses du gabarit Freycinet des canaux gérés par la Direction territoriale de Strasbourg.

Ces écluses sont situées le long des itinéraires fluviaux que constituent :

- le Canal de la Sarre ;
- le Canal de la Marne au Rhin ;
- le Canal du Rhône au Rhin Branche Nord ;
- le Canal de Colmar ;
- le Canal du Rhône au Rhin Branche Sud.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) géographique(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Lot 1 : Zone Nord de la DTS - le Canal de la Sarre, le Canal de la Marne au Rhin Branche Est, le Canal du Rhône au Rhin Branche Nord
02	Lot 2 : Zone Sud de la DTS - le Canal de Colmar, le Canal du Rhône au Rhin Branche Sud

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation pourront être effectués par :

- La direction territoriale de Strasbourg
- L'unité opérationnelle de Strasbourg de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage

De plus, en cas de maîtrise d'œuvre externe, le maître d'œuvre pourra également assurer le suivi des prestations commandées. La présence d'un maître d'œuvre externe sera précisée dans chaque bon de commande.

1.4.1 Conditions de transmission des bons de commande

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi (8h-18h), par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique (y compris par le biais de la plateforme PLACE) avec un retour d'accusé de réception ou notifiés en main propre. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, pour émettre ses éventuelles observations, par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du présent accord-cadre. L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre jusqu'à 1 an après la date de fin de l'accord-cadre, selon le délai d'exécution prévu au bon de commande concerné, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

1.4.2 Mentions figurant sur les bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution et date de démarrage des périodes de préparation, des études et d'exécution, des travaux sur site ;
- le volume d'heure prévisible d'insertion pour la mise en œuvre de la clause sociale ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les coordonnées du maître d'œuvre en cas de maîtrise d'œuvre externe ;
- les coordonnées du CSPS et le niveau de coordination ;
- les coordonnées du contrôleur extérieur mandaté par le maître d'ouvrage ;
- la station météorologique de référence retenue pour le chantier ;
- le nom et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi de l'opération pour VNF.

1.4.3 Bon de commande rectificatif

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire. En cas de modification du bon de commande par le pouvoir adjudicateur, la date de rendu des livrables pourra être reportée par le pouvoir adjudicateur.

De plus, après réception des prestations, dans l'hypothèse où les quantités réceptionnées sont différentes des quantités commandées, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra émettre un bon de commande rectificatif pour les prestations supplémentaires réceptionnées.

1.4.4 Annulation du bon de commande

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation au titulaire. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées et/ou la part des fournitures effectivement commandées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ;
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Pièces générales : CCTG et ses annexes notamment le Fascicule 56

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée :

- par le maître de l'ouvrage lui-même.
- Par une maîtrise d'œuvre externe dont les coordonnées seront précisées dans le bon de commande.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur extérieur sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle extérieur consistent au contrôle qualité de la fabrication des portes d'écluse. Son contrôle portera sur la qualité des matériaux et sur les méthodes d'exécution en atelier.

Ses missions seront les suivantes :

- Vérification documentaire portant sur : le PAQ de fabrication, le cahier de soudage, le PAQ galvanisation, le PAQ peinture, les plans et les certificats matières ;
- Contrôle de fabrication en atelier : suivi d'opérations de soudage, contrôle visuel et dimensionnel ;
- Contrôle galvanisation en atelier ;
- Contrôle du système anticorrosion en atelier ;
- Contrôle sur le site de montage en atelier ;
- Contrôle du montage sur le site du chantier ;
- Contrôle des modifications ou reprise sur le site du chantier ;
- Rapport de fin de fabrication et montage ;
- Vérification du dossier de recollement DOE.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

En fonction des bons de commandes, la mission de coordination en matière de SPS est assurée soit par VNF soit par un coordonnateur SPS désigné par VNF. Chaque bon de commande précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

3.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

3.4.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il

emploi et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

3.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité de 50 € par jour jusqu'à la mise en place de cet affichage.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période de 4 ans (48 mois) à compter de la notification du premier bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 1 an.

4.2 - Délais d'exécution

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date notifiée par ordre de service de démarrage des périodes conformément aux modalités définies dans le bon de commande.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Pour chaque bon de commande : les prestations seront exécutées à compter de la notification du bon de commande. Les délais de chaque période (préparation, études d'exécution, fabrication, travaux, etc) seront précisés sur chaque bon de commande. La date de démarrage de ces périodes sera par ordre de service de démarrage.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 an.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, par bon de commande, est fixé à 1 jour.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-1 °C	1 jour(s)
Pluie	15 mm/h	1 jour(s)
Vent	80 km/h	1 jour(s)
Neige	30 cm	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : selon le lieu d'exécution des travaux du bon de commande, la station retenue sera indiquée dans le bon de commande.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP02 (n) / TP02 (o))$	Prix 47 à 64, de 69 à 96

01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP13a (n) / TP13a (o))$	Prix de 2 à 46, de 65 à 68, 106
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n) / TP01 (o))$	Prix 1, de 97 à 105
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP02 (n) / TP02 (o))$	Prix 47 à 68, de 69 à 96
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP13a (n) / TP13a (o))$	Prix de 2 à 46, de 69 à 68, 107
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n) / TP01 (o))$	Prix 1, de 97 à 106

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
01	TP13a	Index Travaux Publics - Charpentes et ouvrages d'art métalliques - Base 2010
01	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
02	TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
02	TP13a	Index Travaux Publics - Charpentes et ouvrages d'art métalliques - Base 2010
02	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010

En absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au -delà du montant du marché sans un avenant.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial de chaque bon de commande (augmenté le cas échéant du montant des bons de commande modificatifs) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans le délai prescrit, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas, de manière tacite, le décompte général et définitif sans sa notification impérative au titulaire par le maître d'ouvrage

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **13001779101362**
- Code service : 71
- Numéro d'engagement juridique (EJ) : sera communiqué à chaque bon de commande

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification transmise par ordre de service.

Adresse d'exécution :

Lot n° 1 - Zone Nord (toutes les écluses au gabarit Freycinet de la DTS situés dans le Bas-Rhin et la Moselle).

Lot n° 2 - Zone Sud (toutes les écluses au gabarit Freycinet de la DTS situés dans le Haut-Rhin, le Territoire de Belfort et la Haute-Saône).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

9.2 - Réalisation de travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

9.2.1 - Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage réalisera en phase préparation des travaux la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

9.2.2 - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

9.2.3 - Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

9.2.4 - Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.2.5 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux de chaque bon de commande.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux de chaque bon de commande s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux, comprenant notamment les notes de calculs, les fiches techniques, les demandes d'agrément des matériaux, les études détaillées, les procédures d'exécutions.

Ce programme sera accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du démarrage de la période par ordre de service.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, à l'occasion de chaque commande.

Si les travaux sont soumis à un plan particulier de coordination de sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS sera désigné dès la période de préparation du bon de commande.

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination ou le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, en fonction du bon de commande.

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à la rédaction d'un plan de prévention :

- Le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune préalable à laquelle participent chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants), des lieux de travail, des installations et des matériaux ;
- les entrepreneurs analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les entrepreneurs élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoient une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

La transmission électronique de ces documents est effectuée dans les conditions suivantes : Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

9.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le titulaire dispose d'une période de 2 mois après les opérations préalables de réception des travaux (OPR) de chaque bon de commande pour fournir le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Son contenu est fixé comme suit :

- Les notes de calculs ;
- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés, au dernier indice, corrigés des adaptations réalisées sur le terrain avec la mention "plan de recollement". Les plans devront être fournis sur support papier en format plié A4 et aux formats numériques PDF et DWG (Autocad) ;
- Les demandes d'agrément des matériaux et matériels intégrant les fiches techniques originales des fournisseurs et fabricants ;
- Une synthèse des résultats d'essais sur les bétons ;
- Une synthèse des résultats de tous les autres essais et contrôles réalisés sur les ouvrages ou parties d'ouvrages ;
- Un rapport de photos prises au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Ce rapport illustrera les différents moyens mis en œuvre, les contraintes imposées, les principales difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre pour les résoudre ;
- les rapports journaliers de chantier ;
- les bons de livraison ;
- les notices de fonctionnement, prescriptions de maintenance et toute documentation utile à la vie de l'ouvrage.
- Le suivi et le traitement des déchets du chantier

Par dérogation à l'article 40 du CCAG - Travaux, le DOE sera remis en deux exemplaires papier et 1 exemplaire numérique, par écluse en travaux.

Toute expression en langue étrangère est traduite en français. Les unités utilisées sont celles du système international SI ou celles qui y sont aisément rattachable.

Les procédés d'établissement et de reproduction des documents sont compatibles avec leur stabilité dans le temps.

Les documents remis sous le format numérique devront avoir les caractéristiques suivantes : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites. Le titulaire doit également remettre 2 exemplaire(s) de la version papier ou physique numérique des documents.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 500,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

10 - Développement durable

10.1 - Clauses à caractères sociales

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le présent article déroge aux dispositions relatives à la clause sociale de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales.

10.1.1 Périmètre de l'action à réaliser

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le volume d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement, selon les modalités suivantes :

$$\text{Heures d'insertion à réaliser} = \frac{\text{Volume d'insertion} \times \text{montant HT facturés}}{10\,000}$$

Exemple :

Si l'acte d'engagement prévoit la réalisation de 4 h d'insertion / tranche de 10.000 €HT et que le montant cumulé des facturations s'établit à 190 000€HT :

$$\frac{4 \times 190.000}{10\,000} = 76 \text{ heures d'insertion à réaliser}$$

10.1.2 Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification
- Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi
- Demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés
- Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :

- Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)

- Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
- Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)

L'éligibilité des publics doit être établie et validée par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre de la clause sociale et à la réalisation des heures d'insertion.

10.1.3 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDI, CDD, contrats en alternance)
- Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (AI, ETTI, GEIQ, ETT)
- Recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur désigné la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

10.1.4 Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après.

En fonction des lots :

LOT n° 1 - Zone Nord

Relais 2D / Relais Chantiers 21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg 03 88 23 32 80		
Gilles Grosclaude 06 12 43 91 73 ggrosclaude@relais2d.eu	Olivier Wendling 03 88 23 32 82 owendling@relais2d.eu	Yolène Heideyer 03 88 23 32 83 yheideyer@relais2d.eu

LOT n° 2 - Zone Sud

HAUT-RHIN CLAUSES SOCIALES La MEF MSA 34 rue Marc Seguin 68200 MULHOUSE Tel : 03.89.63.46.38 clauses@mef-mulhouse.fr

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
- Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire
- Organiser le suivi des publics

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

10.1.5 Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion

Le titulaire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale.

Les renseignements utiles sont notamment les suivants : justificatif de l'éligibilité des personnes, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation d'heures de travail. Ces renseignements doivent être transmis mensuellement au facilitateur du lot concerné.

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du titulaire et du facilitateur. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser des réunions de suivi de la clause sociale.

Au terme du marché, une attestation de réalisation est produite par le facilitateur.

10.1.6 Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au facilitateur du lot concerné toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) le maître d'ouvrage peut, en concertation avec le facilitateur, suspendre ou supprimer tout ou partie de la clause sociale inscrite au présent marché.

10.1.7 Clause d'action sociale sur le lot n° 2

Action sociale : Promotion d'un parcours d'insertion

En plus, des heures d'insertion obligatoires décrites dans les articles 10.1.1 à 10.1.6, l'entreprise titulaire du Lot n° 2 s'engage à participer à une visite de chantier organisée par Voies Navigables de France et la MEF. Cette visite sera organisée lors de l'exécution d'un des bons de commande du marché.

L'entreprise s'engage à désigner un interlocuteur technique dont l'identité sera communiquée à la MEF de Mulhouse.

Dans le cadre de cette visite, Voies Navigables de France demandera à cet interlocuteur désigné d'expliquer les travaux de l'entreprise sur le chantier concerné.

La date et le lieu de la visite seront définis par Voies Navigables de France.

La durée de la visite pourra varier en fonction du nombre d'intervenants et de participants, mais ne dépassera pas la demi-journée.

Le nombre de participants pourra varier en fonction de la sécurité et de la technicité du chantier (entre 3 et 10 personnes).

Les équipements de protection individuelle (EPI) n'auront pas à être fournis par l'entreprise.

Vérification de la prestation sociale

La vérification des documents prouvant la réalité de la prestation « promotion d'un parcours d'insertion » sera faite par la MEF de Mulhouse sur demande du représentant des Voies Navigables de France.

A cet effet, en fin de visite, les intervenants devront émarger une fiche de présence et la transmettra à Mme Buono Sandra ou Mme ASFELD Manon, facilitatrices de La MEF de Mulhouse.

10.2 - Clauses environnementales

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les SOPAE, schéma organisationnel du plan assurance environnement, et le SOGED, schéma d'organisation et de la gestion des déchets, dans le cadre de l'exécution des prestations.

Ces conditions sont les suivantes :

Nuisances :

- Les mesures destinées à réduire les nuisances imposées par le chantier sont exposées en détail par l'entrepreneur dans le mémoire justificatif de son offre ou le programme des travaux. Elles doivent être agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution des travaux.

Gestion des déchets :

- Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par le prix du marché de l'entreprise titulaire.

- Pour le nettoyage du chantier l'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux : elle fera son affaire du dépôt des déchets.

- Le tri des déchets sera effectué de façon sélective. L'équipement sera adapté aux besoins du chantier.

- L'entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées et au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

11 - Contrôle et réception

11.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

11.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

11.3 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

11.4 - Essais concluants

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des essais définies aux pièces techniques du cahier des charges.

12 - Garantie des prestations

12.1 - Garantie de parfait achèvement

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux sans réserve ou à la date de la dernière levée de réserves par le Maître d'Ouvrage. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Durant cette période, la garantie engage l'entrepreneur à effectuer à ses frais et sur la simple demande du Maître d'ouvrage ou de ses représentants, toutes interventions qui s'avèreraient nécessaires.

L'entrepreneur doit intervenir dans un délai maximal de 72 heures, samedi, dimanche et jours fériés compris.

L'obligation de garantie couvrira le démontage, le remplacement et le remontage des parties d'ouvrages ou de fournitures qui seraient à l'usage reconnues défectueuses. Cette obligation s'étendra notamment à la couverture des frais consécutifs de déplacements, d'emballage, de transport du matériel, ainsi que de tous frais annexes nécessaires par la remise en état ou remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur place ou en atelier.

12.2 - Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les ouvrages immergés rénovés pendant un délai de 5 ans à partir de la date de réception sans réserve de l'ouvrage par le Maître d'Ouvrage.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Les interventions relatives à la garantie couvrent également les pièces, déplacements et heures de main d'œuvre, ainsi que tous les frais divers qui y seraient associés.

12.3 - Garantie particulière du système de protection contre la corrosion

La garantie du système de protection anticorrosion assurée par l'entrepreneur sera de 7 ans au degré d'enrouillement Ri1 conformément au fascicule 56 du CCTG chapitre 1.5.

La garantie prend effet à compter de la date de réception sans réserve de l'ouvrage par le Maître d'Ouvrage. Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

Les interventions relatives à la garantie couvrent également les pièces, déplacements et heures de main d'œuvre ainsi que tous les frais divers qui y seraient associés.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant HT du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu au marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de retard de plus de 30 jours calendaires dans la transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 euros.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	35,00 €	Par heure d'insertion non réalisée
Non-remise des documents prescrits à l'article 11.1.5 du présent CCAP, à l'attention du facilitateur	300,00 €	Par défaut constaté

14.4 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect de l'ensemble des obligations pendant la période de préparation et les études d'exécution	Journalière	300,00 €	Les pénalités seront appliquées en cas de retard dans la remise des documents à transmettre au maître d'œuvre pour visa.
Pénalités sur les éléments de sécurité non conformes	Journalière	200,00 €	La constatation sera faite directement sur site.
Chute de matériaux dans le canal	Journalière	500,00 €	La constatation sera faite sur le chantier et consignée dans le compte-rendu de chantier.

Pénalité pour non remise du dossier des ouvrages exécutés ou du manuel d'exploitation	Journalière	300,00 €	Les pénalités s'appliqueront en cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue au CCAP.
Travailleurs détachés : défaut d'affichage des informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.	Journalière	50,00 €	Les pénalités s'appliqueront en cas de retard jusqu'à la mise en place de cet affichage.

15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 1.4.1 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - Travaux
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 14.4.3 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.6.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 24.7 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG - Travaux
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux